



ACCORD-CADRE de COOPERATION UNIVERSITAIRE

Entre les soussignés :

L'Université Savoie Mont Blanc,

établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP),
dont le siège social se situe au 27, rue Marcoz - BP 1104 - 73011 Chambéry cedex,
N°SIRET 197 308 588 00015

Code APE 8542 Z

TVA INTRA COM FR 571 973 08588

représentée par son président, Monsieur Philippe GALEZ, dûment habilité par délibération du conseil
d'administration en date du 24 janvier 2023,

et

NORTH ISLAND COLLEGE

dont le siège social se situe au 2300 Ryan Road, Courtenay, BC V9N 8N6

Représenté par sa présidente Lisa Domae

Par le présent accord, l'Université Savoie Mont Blanc ("USMB") et North Island College ("NIC") reconnaissant les avantages respectifs à établir une collaboration, entendent encourager une meilleure compréhension mutuelle de leurs systèmes de formation et de recherche et favoriser la construction de projets dans des domaines d'intérêt commun.

Article 1 - ACTIVITES

Les deux universités s'engagent à promouvoir les activités suivantes sur la base de l'égalité et de la réciprocité : (activités à sélectionner)

- (1) L'échange de professeurs, chercheurs et personnel administratif,
- (2) L'échange d'étudiants dans les parcours de formation,
- (3) La conduite de projets de recherche en collaboration,
- (4) L'organisation de conférences, de colloques et de séminaires,
- (5) L'échange d'informations et de publications à caractère académique,
- (6) La promotion d'autres coopérations universitaires convenues entre elles.

Le détail du fonctionnement des échanges sera élaboré d'un commun accord en tenant compte des besoins et des particularités des partenaires.

Article 2 – ACTIVITES SPECIFIQUES

Le développement et la mise en œuvre d'activités spécifiques basées sur cet accord seront négociés séparément et arrêtés entre les facultés, instituts et écoles internes aux deux universités qui réaliseront des projets spécifiques. Les deux universités s'engagent à réaliser ces activités conformément aux lois et règlements des pays respectifs après consultation et approbation de leurs instances.

Article 3 – ECHANGES D'ETUDIANTS

Les deux universités peuvent mettre en œuvre des échanges d'étudiants dans le but de les intégrer dans leurs parcours de formation respectifs et de promouvoir leur réussite. Elles reconnaissent que le principe de cette collaboration doit assurer la continuité et la validité des cursus universitaires des étudiants participant aux échanges. Le détail sera spécifié dans un accord spécifique.

Article 4 - MOYENS

Il est entendu que la mise en œuvre de l'un des types de coopération énoncés à l'article 1 doit dépendre de la disponibilité des ressources de toute nature de chacune des deux universités.

Article 5 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Chaque partie reste propriétaire de ses connaissances antérieures. Les résultats propres sont la propriété de la partie qui les a générés. Les résultats communs appartiennent conjointement aux parties, en

proportion de leurs apports matériels, humains, intellectuels et financiers. Les conditions de gestion et d'exploitation des résultats communs devront être formalisées par un accord spécifique de copropriété conclu par les parties dès que cela sera nécessaire. Il est strictement interdit d'utiliser les marques, désignations et noms de l'autre partie sans l'accord écrit préalable de celle-ci.

Article 6 - TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL PAR LES PARTENAIRES

Dans le cadre du présent accord-cadre de coopération universitaire, les Parties traitent des données à caractère personnel. Les Parties s'engagent à respecter les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de protection des données personnelles, notamment le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Les termes dont la première lettre est écrite en majuscule ont la même définition que celle prévue dans le Règlement susmentionné.

NIC traite les données personnelles listées ci-après, dans le cadre du présent accord-cadre de coopération universitaire afin d'organiser les mobilités étudiantes et des personnels avec l'USMB :

- données d'identification (civilité, nom, prénom)
- données relatives à la vie professionnelle (statut enseignant, étudiant, chercheur)
- données de santé (handicap)

L'USMB traite les données personnelles listées ci-après, dans le cadre du présent accord-cadre de coopération universitaire afin d'organiser les mobilités étudiantes et des personnels avec NIC :

- données d'identification (civilité, nom, prénom)
- données relatives à la vie professionnelle (statut enseignant, étudiant, chercheur)
- données de santé (handicap)

La base légale du traitement de données à caractère personnel est le contrat pour permettre les mobilités.

Les parties interviennent en tant que responsable de traitement. Elles déterminent les finalités et les moyens des traitements opérés en application de la législation et des normes professionnelles qui leur sont applicables.

Les parties sont responsables conjoints du traitement de données à caractère personnel des utilisateurs du présent contrat.

Les données des personnes concernées sont conservées pendant la durée nécessaire à la finalité du traitement, c'est-à-dire pendant la durée de la relation contractuelle, avec une conservation en archivage intermédiaire pour une durée conforme aux dispositions applicables et notamment en matière de prescription.

Les Parties ne fourniront directement ou indirectement que les Données Personnelles que l'université partenaire considère nécessaire à la réalisation de sa mission et au respect des réglementations professionnelles et déontologiques qui lui sont applicables. Il appartient aux Parties de s'assurer que toutes les Données Personnelles qui ont été communiquées à l'université partenaire, directement ou indirectement, ont été collectées de manière licite, loyale et transparente.

Les Personnes Concernées sont informées des traitements réalisés sur leurs Données Personnelles par leur université de rattachement. Chaque Partie s'engage à communiquer dans les plus brefs délais à l'autre Partie les demandes incorrectement adressées.

Les Parties s'engagent à ne pas utiliser les Données Personnelles auxquelles elles ont accès pour d'autres finalités que les Finalités de Traitement.

Les destinataires des Données Personnelles sont les personnels des universités partenaires chargés du suivi de la mobilité. Ces destinataires sont soumis à des obligations de confidentialité et de sécurité et auront accès aux Données Personnelles pour des raisons strictement professionnelles et limitées aux Finalités de Traitement.

Les Parties s'engagent à s'informer mutuellement dans les plus brefs délais dans le cas où une Violation de Données Personnelles serait découverte et à lui fournir, dans la mesure du possible, les informations suivantes :

- La nature de la Violation
- Les catégories et le nombre approximatif de Personnes Concernées par la Violation
- La description des conséquences probables de la Violation
- La description des mesures prises ou à prendre pour éviter que l'incident se reproduise ou pour atténuer les éventuelles conséquences négatives.

NIC s'engage à s'informer mutuellement lorsqu'elle recourt à des Sous-traitants au sens du Règlement et s'assure qu'ils respectent leurs obligations en matière de Données Personnelles.

Article 7 – DUREE, MODIFICATION, RENOUVELLEMENT

Le présent accord est valable pour une période de cinq ans à compter de la date de la dernière signature par les représentants habilités des deux universités. Il pourra être renouvelé ou modifié par avenant signé par les représentants des deux universités précisant expressément l'approbation respective des modifications apportées.

Article 8 – RESILIATION

Le présent accord peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de 90 jours avant la date de résiliation, notifié par écrit en recommandé à l'autre partie. Toutefois, toute action en cours sera menée à son terme.

Article 9 – FORCE MAJEURE

Les parties seront libérées de leurs obligations en vertu du présent accord en cas d'urgence nationale, de guerre, de réglementation gouvernementale prohibitive ou de toute autre clause indépendante de la volonté des parties rendant impossible l'exécution du présent accord, étant entendu que toute somme due en vertu du présent accord deviendra immédiatement exigible.

Article 10 – LITIGES ET RECOURS

Les deux parties s'engagent à régler à l'amiable tout litige qui pourrait survenir pendant l'application de la présente convention. A défaut de règlement à l'amiable, le litige sera soumis au tribunal territorialement compétent.

Article 11 – LANGUES DE REDACTION

Cet accord est rédigé et signé électroniquement en anglais et en français. En cas de divergence d'interprétation des textes, le texte en anglais fait foi.

UNIVERSITE SAVOIE MONT BLANC	NORTH ISLAND COLLEGE
<p>Le Président <i>(Signature et Sceau)</i></p> <div style="text-align: center;">  <p>DocuSigned by: Philippe GALEZ 14605F6F53B0476...</p> </div> <p>Professeur Philippe GALEZ</p>	<p>La Présidente <i>(Signature et Sceau)</i></p> <div style="text-align: center;">  <p>Signed by: Lisa Domae B0AFAB7227994DD...</p> </div> <p>Dr. Lisa DOMAE</p>
<p>Date : 01-10-2024 2024</p>	<p>Date : 26-11-2024 2024</p>



ACADEMIC FRAMEWORK AGREEMENT

between

the UNIVERSITE SAVOIE MONT BLANC

Public scientific, cultural and professional institution (EPSCP)
located 27 rue Marcoz, B.P. 1104, 73011 CHAMBERY CEDEX (France),
N°SIRET 197 308 588 00015
Code APE 8542 Z

TVA INTRA COM FR 571 973 08588

represented by Philippe GALEZ, President, duly empowered by a resolution of the Board of Directors
dated January 24, 2023,

and

NORTH ISLAND COLLEGE

located 2300 Ryan Road, Courtenay, BC V9N 8N6 represented by Lisa Domae, President

By this agreement, the University Savoie Mont Blanc ("USMB") and North Island College ("NIC"), recognizing the respective advantages to establish collaboration, intend to encourage better mutual understanding of their training and research systems and promote construction projects in areas of common interest.

Article 1 - ACTIVITIES

Both Universities undertake to promote the following activities on the basis of equality and reciprocity:

- 1) The exchange of professors, researchers and administrative staff,
- 2) The exchange of full-time students or training courses,
- 3) The conduct of collaborative research projects,
- 4) The organization of conferences, symposia and seminars,
- 5) The exchange of information and publications in academic nature,
- 6) The promotion of other university cooperation agreed by them.

The detailed functioning of trade will be developed by mutual agreement taking into account the needs and circumstances of partners.

Article 2 – SPECIFIC ACTIVITIES

The development and implementation of specific activities based on this agreement will be negotiated separately and agreed between faculties, schools and institutes internal to the two universities that carry out specific projects. Both universities undertake to carry out these activities in accordance with the respective country laws and regulations after consultation and approval of their bodies.

Article 3 – EXCHANGE STUDENTS

The two universities can implement student exchange in order to integrate them into their training program and promote their success. They recognize that the principle of this collaboration is to ensure the continuity and validity of university courses for students participating in the exchange. The detail will be specified in a specific agreement.

Article 4 – MEANS

It is understood that the implementation of one of the types of cooperation set out in Article 1 should depend on the availability of resources of each of the universities.

Article 5 - INTELLECTUAL PROPERTY

Each party remains the owner of its prior knowledge. The own results are the property of the party that generated them. The joint results belong jointly to the parties, in proportion to their material, human, intellectual and financial contributions. The conditions of management and exploitation of the joint results shall be formalized by a specific joint ownership agreement concluded by the parties as soon as it is

necessary. It is strictly forbidden to use the trademarks, designations and names of the other party without its prior written consent.

Article 6 - PROCESSING OF PERSONAL DATA BY THE PARTNERS

Within the framework of this academic framework agreement, the Parties process personal data. The Parties undertake to comply with the legal and regulatory provisions in force relating to the protection of personal data, in particular Regulation (EU) 2016/679 of the European Parliament and the Council on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data (RGPD), and Act no. 78-17 of 6 January 1978 as amended. The terms whose first letter is written in capital letters have the same definition as that provided for in the aforementioned Regulation.

NIC processes the personal data listed below, within the framework of the present academic framework agreement, in order to organize student and staff mobility with the USMB:

- identification data (title, surname, first name)
- data relating to professional life (status as teacher, student, researcher)
- health data (disability)

The USMB processes the personal data listed below, within the framework of the present academic framework agreement in order to organize student and staff mobility with NIC:

- identification data (title, surname, first name)
- data relating to professional life (status as teacher, student, researcher)
- health data (disability)

The legal basis for the processing of personal data is the contract to enable mobility.

The parties act as data controller. They determine the purposes and means of the processing carried out in application of the legislation and professional standards applicable to it.

The parties are jointly responsible for processing the personal data of the users of this contract.

The data of the persons concerned is kept for the time necessary for the purpose of the processing, i.e. for the duration of the contractual relationship, with intermediate archiving for a period in accordance with the applicable provisions, in particular with regard to the statute of limitations.

The Parties will only provide, directly or indirectly, the Personal Data that the partner university considers necessary to carry out its mission and to comply with the professional and ethical regulations applicable to it. It is the responsibility of the Parties to ensure that all Personal Data communicated to the Partner university, whether directly or indirectly, has been collected in a lawful, fair and transparent manner.

The Data Subjects shall be informed of the processing carried out on their Personal Data by their home university. Each Party undertakes to inform the other Party as soon as possible of any incorrectly addressed.

The Parties undertake not to use the Personal Data to which they have access for purposes other than the Processing Purposes.

The recipients of the Personal Data are the staff of the partner universities responsible for monitoring mobility. These recipients are subject to confidentiality and security obligations and will have access to Personal Data for strictly professional reasons and limited to the Purposes of Processing.

The Parties undertake to inform each other as soon as possible in the event that a Violation of Personal Data is discovered and to provide, as far as possible, the following information:

- The nature of the Violation
- The categories and approximate number of Persons Concerned by the Violation
- A description of the likely consequences of the breach
- A description of the measures taken or to be taken to prevent a recurrence of the incident or to mitigate any possible negative consequences.

NIC undertakes to inform the USMB when it uses Subcontractors within the meaning of the Regulation and ensures that they comply with their obligations with regard to Personal Data.

Article 7 - DURATION, AMENDMENT, RENEWAL

This Agreement is valid for a period of five years from the date of the signature by the last authorized representatives of both universities. It may be renewed, amended or modified by amendment signed by representatives of both universities explicitly specifying the respective approval of the changes.

Article 8 – TERMINATION

This Agreement may be terminated by either party with 90 days notice prior to the date of termination, notified in writing by registered mail to the other party. However, any current action will be brought to completion

Article 9 - FORCE MAJEURE

Parties hereto will be released from their obligations under this agreement in the event of national emergency, war, prohibitive government regulation or any other clause beyond the control of the parties hereto that renders the performance of this agreement impossible provided that any money that is due under this agreement shall become forthwith due and payable.

Article 10 – DISPUTES AND REMEDIES

The two parties undertake to settle amicably any dispute that may arise during the application of this agreement. In the absence of an amicable settlement, the dispute will be submitted to the territorially competent court.

Article 11 - LANGUAGES

This agreement is drawn up and signed electronically in English and in French. In case of differences in its interpretation, the English version shall prevail.

UNIVERSITE SAVOIE MONT BLANC	NORTH ISLAND COLLEGE
<p>The President <i>(Signature)</i></p> <div style="text-align: center;"> <p>DocuSigned by:</p>  <p>14605F6F53B0476...</p> </div> <p>Professor Philippe GALEZ</p>	<p>The President <i>(Signature)</i></p> <div style="text-align: center;"> <p>Signed by:</p>  <p>B0AFAB7227994DD...</p> </div> <p>Dr. Lisa DOMAE</p>
<p>Date : 01-10-2024 2024</p>	<p>Date : 26-11-2024 2024</p>